

Le ministre de l'intérieur, Chakib Benmoussa, a notamment été remplacé par Taïeb Cherkaoui, premier juge, puis procureur à la Cour suprême, haut fonctionnaire au ministère de la justice qui jouit d'une réputation d'intégrité et qui hérite d'un portefeuille stratégique et sensible. Abdelouahed Radi, chargé du département de la justice, a quant à lui été remplacé par Mohamed Naciri, ténor du barreau de Casablanca et conseiller du Maroc et du Palais, qui aura notamment pour tâche de mettre en œuvre la réforme de la justice lancée par son prédécesseur.

Ces deux ministres spécialistes des questions juridiques pourront notamment appuyer la réforme de la régionalisation souhaitée par le Roi Mohammed VI.

(Sources : Jeune Afrique : « un remaniement stratégique » du 18/01/2010 ; articles sur [www.yabiladi.com](http://www.yabiladi.com))

## TUNISIE

Président du groupe-pays : Henri Bertholet, maire de Romans-sur-Isère

### Répertoire des partenariats de coopération décentralisées franco-tunisiens

Le répertoire de partenariats de coopération décentralisée franco-tunisiens est désormais achevé. Les collectivités engagées en Tunisie qui n'auraient pas reçu l'information ou répondu à nos demandes d'information sont invitées à le faire dans les plus brefs délais.

## MAGHREB - APPUI INSTITUTIONNEL

### Bilan du séminaire « Gouvernance locale, coopération décentralisée et développement durable : échanges d'expériences entre collectivités territoriales françaises et maghrébines » du 11 décembre 2009

Le programme de renforcement des capacités des collectivités locales maghrébines, conduit par l'association Touiza Solidarité, et dont le principal bailleur est le ministère français des Affaires étrangères et européennes, l'AFD, le conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, le conseil général des Bouches-du-Rhône, les villes de Marseille et d'Aix-en-Provence et l'ADEME, a touché plus de 400 cadres maghrébines depuis 2000.

Lors de sa dernière phase 2005-2008, il a permis la formation en France, de 179 cadres et élus algériens, marocains et tunisiens. Les stages ont porté sur différents aspects de la gestion locale (coopération décentralisée, gestion participative des projets, gestion de l'eau, assainissement et valorisation des déchets, aménagement urbain).

Le 11 décembre 2009, Touiza Solidarité a organisé à l'Europôle Méditerranéen de l'Arbois (Aix-en-Provence), le séminaire final du programme. Intitulé « Gouvernance locale, coopération décentralisée et développement durable : échanges d'expériences entre collectivités territoriales françaises et maghrébines », ce séminaire a rassemblé 80 participants dont une trentaine de représentants des collectivités locales et des institutions nationales du

Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie.

Trois tables rondes, rassemblant de nombreux intervenants, ont permis de faire le point sur la gouvernance locale en France et au Maghreb, d'évoquer l'état de la coopération décentralisée franco-maghrébine et d'aborder la question de la durabilité pour le développement des villes de la Méditerranée.

Ce séminaire final, auquel Cités Unies France a participé, a permis de faire connaître des expériences significatives sur la gouvernance locale, la coopération et le développement urbain durable dans les pays maghrébins et de finaliser le processus de capitalisation et d'évaluation.

Une Déclaration finale a été adoptée par les participants, ainsi que les Orientations pour la poursuite du programme.

*Pour toute information complémentaire :*

Touiza Solidarité

Tél : 04 91 33 15 02

Courriel : [touiza.solidarite@wanadoo.fr](mailto:touiza.solidarite@wanadoo.fr)

## LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

### Un « projet concerté » pour le groupe-pays Liban

Les collectivités du groupe-pays Liban ont décidé, le 22 janvier dernier, de travailler ensemble sur le principe d'une action concertée. En sus de leur partenariat de coopérations décentralisées « bilatérales », les collectivités françaises se sont mises d'accord pour répondre à la demande, lancée par le Comité des Maire en octobre dernier, d'un appui sur une réflexion sur la décentralisation au Liban.

En présence de représentants du SCAC de l'Ambassade de France à Beyrouth et de la DAECT, les collectivités du groupe-pays Liban ont précisé le contenu qu'elles souhaitent donner à ce « programme concerté ».

Ce programme se concrétisera par l'organisation, sur 3 ans, en partenariat avec le Bureau technique des villes libanaises - CGLU, de 4 séminaires thématiques, suivis d'un séminaire de clôture. Les thèmes retenus sont les suivants :

- le(s) service(s) public(s) ;
- patrimoine et tourisme ;
- transports et aménagement ;
- eau/assainissement/gestion des déchets.

Ces séminaires aborderont de façon transversale la question de la décentralisation et de la gestion locale de ces domaines d'action.